

*Le Président,*

N/Réf. : ADMD/JD/PhL/2025-041  
PJ : 2 sondages Ifop

Visa DG



*Monsieur Sébastien Lecornu  
Premier Ministre  
Hôtel de Matignon  
57, rue de Varenne  
70007 Paris*

Paris, le 16 septembre 2025

Monsieur le Premier ministre,

Je vous félicite, sincèrement, pour votre toute récente nomination comme Premier ministre.

Parmi les nombreux enjeux auxquels vous aurez à faire face comme chef du Gouvernement, il y a un sujet consensuel de liberté, qui est sur le point d'aboutir, qui réclame la fraternité et créera l'égalité. La légalisation de l'aide à mourir, avec l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs, donnera aux Français l'espoir de fins de vie sereines car maîtrisées, apaisées car respectueuses des volontés de chacun.

Vous le savez, deux textes sont programmés à l'ordre du jour du Sénat après avoir été adoptés le 27 mai dernier par les députés : la proposition de loi *relative au droit à l'aide à mourir* et celle *visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs*. Les Français (92% - Ifop mai 2024) les attendent comme des lois de liberté. Les médecins les attendent comme l'amélioration des soins de fin de vie (74% - Ifop avril 2025).

Au nom des 82 000 adhérents de l'ADMD, je vous demande un engagement fort pour tout mettre en œuvre afin que l'examen de ces textes débute, en séance publique du Sénat, comme prévu le 7 octobre, avec un vote maintenu au 21 octobre.

Je vous le demande solennellement, au nom de vos concitoyens, au nom de toutes celles et de tous ceux qui, rendus dans une impasse thérapeutique, demandent à ne pas prolonger leur agonie et à mettre fin à leurs souffrances inapaisables.

Il n'y a pas meilleure façon de rendre leur dignité en fin de vie aux Français que de les écouter, d'accueillir leurs demandes et de respecter leurs volontés. Tous nos voisins d'Europe occidentale, jusqu'à la Slovénie dernièrement, y sont parvenus. Pourquoi n'y arriverions-nous pas en France ?

Les Français comptent sur vous pour favoriser cette grande loi de société tellement espérée.

Je vous prie de croire, monsieur le Premier ministre, à l'expression de ma respectueuse considération.



Jonathan Denis